|  |  |
| --- | --- |
| Logo of the European Commission, 12 yellow stars on a blue background arranged in a circle and framed by two light grey graphic elements representing the Berlaymont building, which is the headquarter of the European Commission. | COMMISSION EUROPÉENNE |

AVIS DE VACANCE POUR UN POSTE D’EXPERT NATIONAL DÉTACHÉ

|  |  |
| --- | --- |
| DG – Direction – Unité | DG Justice et Consommateurs (JUST)  Direction A – Politiques en matière de justice  Unité A.1 – Transition numérique et formation judiciaire |
| Numéro de poste Sysper: | 416837 |
| Personne de contact:  Prise de fonctions souhaitée:  Durée initiale:  Lieu de détachement: | Dirk Staudenmayer  1 Mars… trimestre 2024  2 années  Bruxelles  Luxembourg  Autre: Click or tap here to enter text. |
| Type de détachement |  |
| Cet avis de vacance est ouvert aux:    ainsi qu’aux  pays AELE suivants:  Islande  Liechtenstein  Norvège  Suisse  pays tiers suivants: …  organisations intergouvernementales suivantes: … | |
| Délai des candidatures |  |

**Présentation de l’entité (nous sommes)**

L’unité JUST.A1 contribue à la priorité de la Commission Von der Leyen d’assurer la transition numérique. Elle développera la stratégie de transition numérique à mettre en œuvre sous le prochain Collège. L’unité a également en propre certains dossiers législatifs et politiques dans le domaine du droit privé et de la justice.

Nous développons la politique dans le domaine du droit civil qui servira de cadre à la transition vers l’économie numérique. Cela concerne par exemple la responsabilité civile dans le domaine de l’intelligence artificielle (IA), où nous négocions au Parlement européen et au Conseil une proposition de directive sur la responsabilité en matière d’IA. Nous sommes également en charge des conséquences en droit privé de la proposition de règlement dite Loi sur les données et nous travaillons avec un groupe d’experts à l’élaboration de recommandations sur des modèles de clauses contractuelles pour le partage des données et des clauses contractuelles standard pour l’informatique en nuage (cloud). Nous travaillons également sur les aspects de droit privé des technologies émergentes caractérisant l’économie numérique, tels que la formation autonome de contrats entre machines dotées d’IA, les contrats « intelligents » dans la technologie « blockchain » et les contrats de cloud, en vue de développer des politiques futures.

Notre unité est aussi en charge de propositions législatives et autres projets politiques concernant la numérisation de la justice et e-justice, y compris la préparation des actes d’exécution suivant l’adoption du règlement sur la numérisation de la justice récemment adopté. Notre unité est également chargée de mettre en œuvre la stratégie e-justice et elle gère le portail e-justice.

Notre unité coordonne également toutes les initiatives politiques de la DG JUST en matière de transition numérique.

Enfin, notre unité est en charge de mettre en œuvre la stratégie européenne de formation judiciaire, y compris les développements politiques, les rapports, les relations extérieures avec les milieux judiciaires et juridiques ainsi que fournir un soutien financier et une direction aux projets financés.

Nous sommes une équipe enthousiaste et très motivée. L’ambiance de travail est transparente, communicative et en équipe. Nous visons à comprendre et satisfaire les besoins évolutifs des parties prenantes de l’économie numérique et nous suivons les développements technologiques.

**Présentation du poste (nous proposons)**

Une affectation dans notre équipe offrira au candidat(e) l’opportunité de s’engager dans le développement d’initiatives de droit privé de l’UE pour la transition vers l’économie et la société numériques. Le/la candidat(e) pourra être impliqué(e) dans la coordination et les développements futurs des dossiers numériques et acquérir une vision globale de politiques importantes au sein de la DG JUST et de la Commission.

En fonction de l’expérience, de l’expertise et de l’intérêt à développer du candidat(e), il/elle pourra travailler sur des documents de politique, des études externes ou des consultations des parties prenantes, effectuer des analyses economiques dans le cadre des études d’impact ou de la rédaction de propositions législatives. Comme notre unité couvre différents projets à diverses étapes du cycle politique, le/la candidat(e) pourra être associé(e) au travail de coordination, aux analyses économiques de la politique numérique, à l’élaboration d’un nouveau projet politique, aux travaux préparatoires d’une nouvelle initiative, créer les conditions d’une rencontre avec les parties prenantes, rédiger la législation, travailler avec les experts et les autorités des États membres ou contribuer aux négociations au Conseil et au Parlement européen.

Le/la candidat(e) participera à la conception de projets politiques et contribuera au processus décisionnel. Pour ce faire, vous maintiendrez des contacts réguliers avec les parties prenantes, les représentants des États membres et du Parlement européen, tout en assurant la coordination avec les autres collègues de la DG et d’autres services de la Commission.

**Profil du titulaire (nous recherchons)**

Nous recherchons un(e) collègue qui a l’esprit d’équipe et montre un grand intérêt à travailler sur les questions numériques. Elle/il est capable de reconnaître les tendances des nouvelles technologies et les pratiques commerciales dans l’économie numérique, d’évaluer leurs implications en termes de politique et d’adaptations législatives, et de développer des initiatives nouvelles qui répondent à ces objectifs.

Une formation/expérience en matière économique ou juridique serait un avantage pour le/la candidat(e) car il serait souhaitable qu’il/elle soit capable d’appréhender les conséquences de la politique sur les entreprises, le marché et l’économie en général et/ou de se plonger dans l’analyse et le développement juridique ou économique des technologies émergentes. Une expérience dans les politiques numériques et technologiques, dans un travail en matière de statistiques et collecte de données et dans l’analyse des impacts économiques des développements du marché numérique ou des actions politiques, en particulier dans la préparation d’une étude d’impact serait un plus, mais l’envie de développer des talents et d’assumer des responsabilités dans ces domaines sera aussi prise en compte.

Elle/il possède de grandes capacités analytiques et rédactionnelles et un rapport au travail orienté sur les résultats. Il/elle a de bonnes qualités de communication et l’aptitude à présenter aux parties prenantes les politiques de la Commission dans un langage clair et convaincant.

Le/la candidat(e) utilisera l’anglais avec facilité (à l’oral et écrit). Une bonne connaissance du français comme langue de travail serait un avantage.

**Critères d’éligibilité**

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d’éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d’au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

Ancienneté de service : avoir une ancienneté d’au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;

Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.

Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d’une des langues de l’Union européenne et une connaissance satisfaisante d’une autre langue de l’Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu’il est appelé à exercer. Si vous venez d’un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l’Union européenne nécessaire à l’accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

**Conditions du détachement**

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d’absence de conflit d’intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l’article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l’Union européenne doit obligatoirement disposer d’une habilitation de sécurité (jusqu’au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32015D0444). Il vous appartient de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d’obtenir la confirmation de votre détachement.

**Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Si vous êtes intéressé, veuillez suivre les instructions données par votre employeur pour postuler.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l’intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l’AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidaturesous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](https://europa.eu/europass/fr/create-your-europass-cv))en français, anglais ou allemand.Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d’autres documents(tels que copie de carte d’identité, copie des diplômes ou attestation d’expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

**Traitement des données à caractère personnel**

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ([[1]](#footnote-1)). Ces dispositions s’appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

1. () Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l’Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) nº 45/2001 et la décision nº 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39). [↑](#footnote-ref-1)